

RÉGULATION

« L'OMC fait fausse route, le « Tout marché » est un leurre »

L'assemblée générale du groupement Covido-Bovicoop avait lieu le 21 avril. Au cours de ces travaux, une réflexion sur le thème de la régulation des prix des produits agricoles a été menée. Car le modèle libéral montre aujourd'hui ses limites, en exposant les agriculteurs à des prix qui ne leur permettent plus de vivre décemment.

« **L'**agriculture a de grands défis à relever, estime Jean-Yves Foucault, membre de **Momagri** (Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture), dans les domaines de l'alimentation (sécurité alimentaire, lutte contre la sous-nutrition...), la chimie verte (fabrication de matières premières renouvelables pour l'énergie et les biomatériaux), la viabilité et la vitalité des territoires, la contribution à la protection de l'environnement (piégeage du CO₂...). Or, les décisions européennes s'appuient sur des études américaines qui mènent à dire que le système libéral est le seul possible, ce qui est complètement faux. »

Et c'est justement pour s'écarter de ce système libéral synonyme de volatilité des prix que Jean-

Yves Foucault propose de revenir à une régulation des prix : « Les agriculteurs ont besoin de revenus décents et d'une visibilité sur les marchés, pour pouvoir investir. C'est là que la régulation a tout son sens. Avant 1992, la Pac offrait une bonne protection à ses États membres. De 1993 à 2003, l'Europe est devenue un peu plus poreuse, ce qui a fragilisé les exploitations. Ensuite, elle s'est transformée en une vraie passoire ! »

Et bien sûr, cette ouverture au marché mondial a conduit à la grande volatilité des prix que nous constatons aujourd'hui...

« Je crois que l'agriculture peut répondre durablement à tous les défis que nous avons cités, mais à deux conditions : une possibilité d'innovation illimitée et une régulation des prix. »

L'innovation illimitée,

sous-entendu un large développement des OGM, permettrait évidemment d'accroître les rendements, mais les conséquences pour l'environnement et la santé sont encore inconnues. Quant à la régulation, Jean-Yves Foucault y croit dur comme fer : « La dérégulation a conduit à l'instabilité des prix qui menace la sécurité alimentaire et l'équilibre du monde. L'OMC fait fausse route, le « Tout marché » est un leurre. Si le marché suffisait à réguler les prix, comment pourrait-on expliquer les écarts, d'un mois à l'autre, du cours du blé ? La particularité des prix agricoles, c'est justement leur variabilité : les paysans anticipent en regardant derrière eux. Par exemple, en céréales, si le prix du blé est fort, ils vont semer. La hausse de production va

faire baisser les prix, et le phénomène va s'inverser, d'où les courbes alternativement montantes et descendantes. Il faut sortir de ce modèle. Selon moi, et c'est l'idée que développe Momagri, il faudrait fixer un prix d'achat, aussi bien en production animale que végétale, sous lequel un système de compensation serait mis en place, à l'image de ce qui se fait aux Etats-Unis. Cette subvention permettrait aux agriculteurs de poursuivre leur activité, de ne pas être pénalisés par des prix trop bas. Et si les cours du marché dépassent ce prix fixe, l'agriculteur garderait le surplus, pour investir ou épargner... »

Momagri milite donc pour une Pac 2013 qui soit régulatrice et qui maintienne un système de protection aux frontières. Reste à préciser les dispositifs pour y parvenir...

■ F. Denet



Charges

Améliorer ses marges, en élevage allaitant, c'est avant tout maîtriser ses coûts de production (l'index des prix d'achat des moyens de production montre la forte volatilité de ceux-ci : si l'on considère une base 100 en 2005, ils atteignent aujourd'hui 124). Quelques pistes pour y parvenir ont été évoquées durant cette assemblée générale, concernant les postes sanitaire et alimentaire.

- Alimentation : ce poste représente 20 % des charges de production. Or, selon l'Institut de l'élevage, réduire les concentrés en hiver pour les vaches n'est pas aussi pénalisant qu'on pourrait le penser. Si l'on évite les périodes clefs (vêlage, reproduction) pour pratiquer ce « régime », l'animal mobilise ses réserves, maigrit un peu, mais se rattrape rapidement une fois à l'herbe. Jouer sur cette compensation naturelle permet de réaliser des économies sans perdre en résultats d'élevage, à condition toutefois d'avoir des fourrages de bonne qualité.

- Vétérinaire : 6,5 % des charges sont consacrées aux soins. Une récente enquête, menée par un étudiant de l'Enita sur 35 exploitations, permet de s'apercevoir que les éleveurs qui pratiquent la prévention, et non pas seulement les soins curatifs, obtiennent de meilleurs résultats d'élevage, et donc de meilleurs revenus. S'il n'est pas facile de réaliser des économies sur les charges vétérinaires, il est donc possible d'améliorer ses marges en dépensant autrement.

Il ne faut pas oublier également que les charges de mécanisation restent parmi les plus importantes de l'exploitation. Une réflexion sur le partage du matériel, en Cuma par exemple, peut permettre de faire progresser les résultats économiques... ■